


|   |  |
|---|--|
|  | <p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> |
|   | <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>  |

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

| Cadre réservé à l'autorité environnementale  |  |  |
|--|--|--|
| Date de réception :                          | Date de demande de pièces complémentaires :  | N° d'enregistrement                          |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

| 1. Identification de la personne publique responsable  |
|--|
| Dénomination   |
| Commune de GUEREINS  |
| SIRET/SIREN  |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)   |
| Mairie de GUEREINS – 176 route THOISSEY – 01090 GUEREINS<br>Tel : 04 74 66 11 59 – Courriel : maire-de-guereins@outlook.fr |
| Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable                    |
| Claude CLEYET-MARREL, Maire de GUEREINS  |
| Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)                         |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |

|   |
|---|
| Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)  |
|   |
| <b>2. Identification du PLU</b>   |
| <b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(i))  |
| PLU   |
| <b>2.2</b> Intitulé du document   |
| Modification de droit commun N°2 du Plan Local d'Urbanisme de Guéreins  |
| <b>2.3</b> Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document   |
| 23 Janvier 2014 – Géoportail de l'Urbanisme   |
| <b>2.4</b> Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU   |
| Commune de Guéreins   |
| <b>2.5</b> Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique) |
| Voir annexe 1   |

|   |
|---|
| <b>3. Contexte de la planification</b>  |
| <b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>   |
| Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?   |
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non   |
| Si oui, nom du document et date d'approbation :   |
| SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du préfet de région le 10 Avril 2020.  |
| Le territoire est-il couvert par un SCoT ?  |
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non   |
| Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :   |
| Le SCoT de la Dombes approuvé le 05 Mars 2020.  |
| Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ? |
| PCAET Val de Saône Centre   |

|   |
|---|
| <b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>                     |
| Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration |
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui   |

|   |
|---|
| <input type="checkbox"/> Non  |
| Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale  |
| Le PLU datant de 2014, nous n'avons pas remis la main sur l'avis de la MRAe concernant l'évaluation environnementale. Par ailleurs, nous pouvons retrouver l'étude environnementale dans le rapport de présentation (le dernier volet).               |
| Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas conduisant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale   |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |
| Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?  |
| <input type="checkbox"/> Oui  |
| <input checked="" type="checkbox"/> Non   |
| Si oui, préciser la date de l'actualisation   |
| L'évaluation environnementale n'a pas été actualisée mais nous retrouvons, en complément, le rapport de la modification n°1 qui vient directement reprendre les incidences sur l'environnement par rapport aux points de la modification en question. |
| Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle  |
|   |
| Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale   |
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui   |
| <input type="checkbox"/> Non  |
| Le PLU a seulement fait l'objet d'une procédure de modification, approuvée le 25 Septembre 2019, qui a impliqué une demande de cas par cas à la MRAe.   |
| Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet   |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |

#### 4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

##### 4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification de Droit Commun N°2 du PLU

Considérant les évolutions à apporter, il est possible de conduire cette procédure dans le cadre d'une **modification** du PLU telle qu'elle est prévue aux articles L153-36 et suivants puisque l'évolution du document n'aura pas pour effet :

- Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durable ;
- Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

- Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

#### 4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

1 487 habitants (INSEE 2020)

#### 4.2.2 Caractéristiques spatiales

| Superficie totale<br>(en hectares) | 452,41 ha          |  |                    |   |
|------------------------------------|--------------------|--|--------------------|---|
| Superficie par zones               | Actuellement       |  | Après évolution    |   |
|                                    | Superficie (en ha) | Pourcentage de la superficie du territoire | Superficie (en ha) | Pourcentage de superficie du territoire |
| Zones U                            | 97,43              | 21,5%                                      | 97,43              | 21,5 %                                  |
| Zones 1 AU                         | 4,93               | 1,1 %                                      | 4,93               | 1,1 %                                   |
| Zones 2 AU                         | 0,58               | 0,13%                                      | 0,58               | 0,13 %                                  |
| Zones A                            | 128,18             | 28,3 %                                     | 128,18             | 28,3 %                                  |
| Zones N                            | 221,29             | 48,97 %                                    | 221,29             | 48,97 %                                 |
| Total                              | 452,41             | 100 %                                      | 452,41             | 100 %                                   |

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

##### PADD 2014

« L'utilisation économe des espaces naturels, urbains, périurbains ou ruraux, en maîtrisant les besoins en déplacement, la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et des écosystèmes, la sauvegarde du patrimoine bâti et des paysages, la prise en compte des risques naturels et technologiques, la réduction des nuisances des dépenses énergétiques et pollutions de toutes natures. » » (Page 2)

« Le renouvellement mono catégoriel de la population, basé sur l'accession en maison individuelle, génère une forte consommation d'espace, qui n'est pas tenable dans la durée [...]

Le SCoT définit la constructibilité de Guéreins dans la période 2006-2016 à 80 logements minimum, soit un rythme moyen annuel de 6 logements minimum.

Cela passe par une réduction de l'offre foncière sur la commune, dans le temps du PLU et par une réflexion prospective et stratégique sur les axes futurs du développement de la centralité [...]

Organiser les capacités d'accueil en logements et services dans le cœur de village et « en dent creuse » pour limiter l'expansion urbaine. Il s'agit d'optimiser les potentiels fonciers existants à la fois par le renouvellement du tissu urbain et par la maîtrise des capacités existantes en foncier nu. Ainsi, le développement des quartiers périphériques, sera limité. [...]

Reconvertir et réhabiliter des sites et des bâtiments vacants dans une logique de renforcement de la centralité [...]

Renouveler les formes urbaines, pour limiter les consommations foncières, en produisant un habitat plus compact, selon le principe d'une « densité qualitative » adaptée à l'échelle de la commune » (Page 5 et 6)

« Protéger les espaces de production agricole en évitant tout « mitage » urbain supplémentaire [...] Redéfinit les limites des zones agricoles constructibles en fonction des besoins réels de l'activité, en limitant les constructions non directement nécessaires au caractère économique de cette activité et en définissant des secteurs pour le développement agricole » (Page 8)

### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

À la suite de la mise en œuvre d'un périmètre d'étude pour la maîtrise du développement et des aménagements sur le centre bourg et au vu des résultats de l'étude alors menée, la commune souhaite pouvoir faire évoluer son document d'urbanisme pour :

- **Modifier le règlement, sur chacune des zones « U » mixte à dominante d'habitat, pour établir des outils de maîtrise de la densité urbaine**

Afin de permettre le développement maîtrisé de la commune par le prisme d'outils de maîtrise de la densité urbaine comme le CES (Coefficient d'Emprise au Sol) et le CPT (Coefficient de Pleine Terre).

- **Supprimer, modifier et créer des OAP sur des secteurs à enjeu**

Dans la mesure où la commune souhaiterait maîtriser le développement de plusieurs secteurs à fort enjeu, localisés dans le centre-urbain.

- **La création d'un nouvel Emplacement Réserve**

Il est apparu nécessaire de créer deux nouveaux Emplacements Réservés destinés à l'aménagement d'un cheminement piéton pour assurer la continuité piétonne entre un secteur d'OAP (site 1) et le parking (ER n°5) ; et à l'aménagement d'un carrefour.

#### Autres évolutions du PLU

- **4 - Dessin de la zone 1AUx1 – réparation d'une erreur matérielle**

Deux toutes petites parcelles à la frontière avec la commune de Montceaux ont été classées en zone A alors qu'elles appartiennent de manière évidente à la zone d'activité qui s'étend sur les communes de Guereins et de Montceaux.

S'agissant d'une erreur matérielle, le déclassement de 580 m<sup>2</sup> de la zone A pour reclassement en zone 1AUx1 peut rentrer dans le champ de la modification simplifiée.

- **5 – Zone Ux1 – création d'une zone d'étude**

Afin de se donner le temps de la réflexion par rapport à une zone Ux1 proche du centre bourg et où sont implantés des silos, il est mis en place une servitude d'inconstructibilité (article L151-41 du code de l'urbanisme) sur la zone Ux1 de la rue de la Motte.

- **6 – Création d'un emplacement réservé pour des équipements pour personnes âgées**

Au cœur du centre ancien, une propriété constituée de deux bâtiments et d'un parc présente un grand intérêt pour la commune qui souhaiterait pouvoir développer des équipements au service de personnes âgées, mais aussi pour l'accueil et l'hébergement de celles-ci.

- **7 – Création d'un emplacement réservé pour des équipements communaux**

Dans le cadre d'une réflexion sur le regroupement et le renforcement des équipements autour de la Mairie, il est créé un emplacement réservé pour la réalisation d'équipements publics et, en particulier, des salles pour les associations.

- **8 – Elargissement d'une protection L123-1-5-7°**

Reprise du dessin d'une protection au titre de la l'article L123-1-5-7° pour mieux la positionner sur la végétation existante.

- **9 – Règlement – Habitations existantes dans les zones A et N**

Il s'agit d'homogénéiser les règles qui s'appliquent par rapport aux habitations existantes dans les zones agricoles et naturelles.

- **10 – Règlement – Implantation des piscines**

Il s'agit d'homogénéiser et d'assouplir les règles d'implantation des piscines.

- **11 – Règlement – Hauteur des clôtures**

Il s'agit de permettre une plus grande hauteur pour les clôtures.

- **12 – Règlement – Stockage pour récupération des eaux pluviales**

Pour la nécessaire adaptation au changement climatique, il est imposé un stockage d'eaux pluviales en cas de création d'une nouvelle surface de toiture de plus de 50 m2.

- **13 – Règlement – Limitation des annexes de petite taille**

Le nombre des annexes d'une superficie de moins de 10 m2 sur un même tènement est limité à deux maximum.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

## Annexe II

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

La mise en place d'un Coefficient d'Emprise au Sol permet, dans une certaine mesure, d'établir une densité plus forte dans les secteurs Ua et Ub.

De même, la création de secteur d'OAP, en lien avec les prescriptions des documents supra-communaux, instaure une densité plus forte au sein de certains secteurs.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

.

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de créer de nouvelles protections environnementales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

|   |  |  |
|---|--|--|
| <b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>   |  |  |
| - Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet  |  |  |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |  |  |
| - Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :<br><input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non  |  |  |
| Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité   |  |  |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |  |  |
| <b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>   |  |  |
| - Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet  |  |  |
| - Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :<br><input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non  |  |  |
| Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité   |  |  |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |  |  |
| <b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>  |  |  |
| - Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document |  |  |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |  |  |
| - Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité   |  |  |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |  |  |
| <b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b>  |  |  |
| <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non   |  |  |
| <b>Si oui, préciser les effets</b>  |  |  |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |  |  |

|  |                  |     |
|--|------------------|-----|
| <b>5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure</b> |                  |     |
| <b>5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :</b>                        |                  |     |
|  | Oui              | Non |
|  | Si oui, précisez |     |



## Annexe II

|   |                                     |                                     |  |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|--|
| Les dispositions de la loi montagne   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Les dispositions de la loi littoral   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | La commune est concernée par une zone Natura 2000, de type « Site d'Intérêt Communautaire », nommée « Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône aval » (FR8202006) |
| Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | La commune est concernée par le PPRI « Saône et ces affluents » approuvé le 13 Août 2018.  |
| Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | Sur la commune, nous retrouvons 4 anciens sites industriels ou activités de service entraînant un risque de pollution des sols. Il s'agit d'un risque technologique.           |

## Annexe II

|   |                                     |                                     |   |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|---|
| Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |
| Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |
| Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | L'ancien relais de poste est inscrit au titre des monuments historiques depuis le 10 Mars 2016.   |
| Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <p>Nous retrouvons une grande étendue de zones humides sur le territoire de Guéreins, notamment liée à la Saône et la Calonne. Ces dernières se dénomment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Saône aval</li> <li>- Culture de Guéreins</li> <li>- Ripisylve de la Saône</li> <li>- La rivière de la Callone</li> </ul> |
| Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | La trame principale (corridor écologique) correspond au passage de « La Callone » traversant la commune et le centre-bourg. La secondaire correspond aux espaces agricoles ouverts sur la façade Nord. Par ailleurs, aucun élément de la modification ne vient impacter cette trame bleue et verte.                                   |
| Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | La commune est concernée par 2 ZNIEFF de Type 1, « Partie aval du ruisseau de la Callone » et « Lit majeur de la Saône » et 1 ZNIEFF de Type 2, « Val de Saône méridional ».  |
| Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |
| <p>Un espace concerné par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ;</li> <li>- un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ;</li> <li>- un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code</li> </ul> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |   |

## Annexe II

|   |                                     |                                     |  |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|--|
| Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | Sur la commune, nous retrouvons 37 éléments correspondant à des EBC (selon le SIG du Géoportail).  |
| Autre protection  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| <b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>   |                                     |                                     |  |
|   | Oui                                 | Non                                 | Si oui, précisez   |
| Les dispositions de la loi montagne   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Les dispositions de la loi littoral   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | La commune est concernée par le PPRI « Saône et ces affluents » approuvé le 13 Août 2018. Par ailleurs, ce risque ne concerne qu'une partie infime de l'enveloppe urbaine et aucun élément de la modification ne se retrouve dedans. |
| Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Le seul point pouvant être impacté correspond à la création du nouveau secteur d'OAP qui se retrouve à 100m (Coopérative) d'un terrain pollué (Géorisques)   |
| Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| Autre protection  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |

**5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :**

|   | Oui                      | Non                                 | Lequel et à quelle distance ?   |
|---|--------------------------|-------------------------------------|---|
| D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)  | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Une seule zone NATURA 2000 se localise sur la commune, en façade Ouest. Cela concerne exclusivement les berges de la Saône.<br><br>En ce sens, aucun élément de la modification ne se localise au sein ou à proximité de ce site. |
| D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement   | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |
| D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |
| D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement   | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |   |

|   |                          |                                     |   |
|---|--------------------------|-------------------------------------|---|
| D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.  |
| D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine         | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Nous retrouvons un monument historique sur la commune. Le point de le plus proche de ce dernier correspond à la mise en place d'un Emplacement Réservé pour l'élargissement d'un carrefour qui se retrouve à 250m de ce dernier. Le nouveau secteur d'OAP, quant à lui, se localise à 450m. Les autres secteurs étant déjà existants, aucun n'a d'incidence sur le monument historique. |
| D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement                                      | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Comme mentionné précédemment les zones humides sont relativement étalées sur la commune mais ne concernent qu'une petite partie du secteur urbain. Les seuls points pouvant avoir un impact   |

## Annexe II

|   |                                     |                                     |  |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|--|
|   |                                     |                                     | correspondent à la création des ER et d'un nouveau secteur d'OAP mais ces éléments se localisent à 300m de la zone humide liée à la Callone.   |
| D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | La seule trame principale (corridor écologique) correspond au passage de « La Callone » traversant la commune d'Est en Ouest. Par ailleurs, aucun élément de la modification ne vient impacter ce corridor. Les nouveaux éléments de créations (ER et secteur d'OAP) se retrouvent à 300m de cette trame bleue.  |
| D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <p>Le nouveau secteur d'OAP se retrouve dans la ZNIEFF de Type 2, en bordure. Il s'agit là du seul point pouvant avoir un impact.</p> <p>Un autre secteur d'OAP se retrouve dans cette ZNIEFF mais elle était déjà existante. En ce sens, ce point n'a pas d'impact.</p> <p>Concernant les autres points, le plus proche se retrouve à 150m de cette dernière et correspond à un secteur d'OAP déjà existant</p> |
| D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| D'un espace concerné par :<br>- un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ;<br>- un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ;<br>- un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |  |
| D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | De nombreux espaces sont classés en EBC. Par ailleurs, aucun point de la modification ne se retrouve dedans. Le plus proche se localise à 150m.  |
| D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |  |

## Annexe II

|  |                                     |                                     |  |
|--|-------------------------------------|-------------------------------------|--|
| l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme   |                                     |                                     |  |
| D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | Au vu du nombre d'éléments localisés au titre du L151-23, nous retrouvons de nombreux points en relation directe avec ces derniers. Par ailleurs, les secteurs d'OAP prennent en compte ces éléments et la création de nouveaux ER ne les impacte en rien. |
| Autre protection   | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |

### 5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

- ☒ Oui  
☐ Non

Si oui, précisez :

Un secteur d'OAP déjà existant, à destination d'habitat, qui a seulement fait l'objet d'une modification de principes, se retrouve à proximité d'un site pollué qui correspond à celui de la Coopérative.

En ce sens, cette modification n'est pas en lien avec la localisation de ce secteur.

## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

## 7. Autres procédures consultatives

### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Juillet/Août 2023

### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Demande d'avis de l'INAO

### 7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

- ☒ Oui  
☐ Non

- participation du public par voie électronique

## Annexe II

|  |
|--|
| <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non  |
| - enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures<br><input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Si oui, préciser lesquelles  |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |
| - autre, préciser les modalités  |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.   |

| 8. Annexes  |  |
|---|--|
| 8.1 Annexes obligatoires  |  |
| 1   | Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés) <input checked="" type="checkbox"/>   |
| 2   | Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <i>rubrique 2.5</i> ). <input checked="" type="checkbox"/> |
| 3   | L'auto-évaluation ( <i>rubrique 6</i> ) <input checked="" type="checkbox"/>  |
| 4   | Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i> <input checked="" type="checkbox"/>  |
| 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant  |  |
| Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent |  |
|   |  |

| 9. Engagement et signature  |               |              |  |
|---|---------------|--------------|--|
| Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus |               |              |  |
| (personne publique responsable)                                     |               |              |  |
| Fait à  | Guéreins      | le, 18/10/23 | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |
| Nom   | CLEYET-MARREL | Prénom       | Claude                                       |
| Qualité   | Maire         |              |  |
| Signature   |               |              |  |

Le MAIRE  
Mme Claude CLEYET-MARREL



## Annexe II

